PrÉsidence

de la Paris, le 14 septembre 2016

République

NOTE

à Monsieur le Président de la République

----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet****:* ***Alstom / opinion***

De ce que l’on peut voir des réactions de l’opinion à la décision d’Alstom :

* **Alstom n’est pas Florange**. La situation n’est plus la même : le pays est sorti du régime de l’urgence économique qui écrasait le reste, du sentiment « d’hémorragie » que chaque plan social ou mauvaise nouvelle économique réveillait. En 2012-2013, le pays semblait perdre des forces vitales en continu, le corps se vider (son savoir-faire, ses compétences, ses cerveaux, ses capitaux), ce qui rendait tout traitement de fond inaudible : tant que le sang coulait, aucune démarche de soin (plan pour rétablir la compétitivité à long terme ou innovation) n’était crédible ; la compétence prioritaire était celle de l’urgentiste.

Nous n’en sommes plus là : l’économie ne paraît plus se vider de ses forces vitales. Même si les Français voient toujours leur pays comme très affaibli, le regard sur des évènements comme celui d’Alstom change donc. Ils peuvent certes, ici ou là, réactiver la peur qu’une hémorragie se rouvre ; mais **la majorité accepte désormais de regarder les traitements de fond, voire de considérer le contexte et les contraintes de l’entreprise, et même pour certains ses besoins de réorganisation**. Le Pacte de responsabilité, qui a fait entendre la nécessité pour les entreprises de conserver leur compétitivité afin de garantir l’emploi, est aussi passé par là.

C’est ce qui explique le nombre relativement faible de courriers reçus à ce stade – dont quasiment aucun courrier « panique » ou très vindicatif – et le fait que cette décision, malgré la brutalité de son surgissement médiatique, ne mobilise contre elle que 58% des Français, alors que 41% (beaucoup plus que pour des épisodes précédents) estiment à l’inverse que « *si Alstom a des difficultés, elle n’a pas d’autre choix que de se réorganiser* ».

* **La polémique pourrait donc ne pas marquer outre mesure** : en l’absence d’une sensibilité épidermique de l’opinion, **la seule chose qui pourrait la prolonger serait une chronique médiatique à qui l’on offrirait sans cesse de nouveaux épisodes**.

Attention à ce titre à la mise en place d’un « duel » Etat contre Alstom que les médias cherchent à imposer et leur permettrait de nourrir la chronique (qui savait quoi ? qui a fait quoi ? que répond l’autre à ce que dit l’un ? etc) – cf. le schéma de médiatisation que la loi travail, où l’installation d’un match entre M. Valls et la CGT leur a permis de tenir longtemps et de relancer sans cesse. La direction d’Alstom n’est d’ailleurs pas médiatiquement incarnée à ce stade – évitons de faire émerger un nouveau Mittal.

* **L’implication (plus que l’intervention) de l’Etat reste néanmoins attendue, mais peut être de long terme**. Puisque nous ne sommes plus pour l’opinion générale sous le régime de l’urgence vitale, proposer avec les dirigeants d’Alstom de prendre du temps, des concertations même longues (plusieurs mois) pourrait être compris par l’opinion (au-delà de la situation locale) et faire ainsi retomber la pression.
* **Reste le symbole de Belfort**, qui entraîne d’autres schémas de réponses. Belfort et le ferroviaire revêt une dimension historique et identitaire qui nécessite un traitement distinct des considérations relatives à l’urgence économique. Les quelques courriers de Belfortains ou proche (Ronchamp, Lure, …) insistent d’ailleurs autant sur cette dimension que sur l’aspect strictement économique.

Si la piste du remplissage du carnet de commande ne prospère pas, et puisqu’Alstom prévoit de toute façon d’y laisser une petit unité, plutôt que de la maintenance qui pourrait être vu comme une queue de comète avant disparition, pourquoi ne pas suggérer l’idée d’un centre de développement, renvoyant ainsi l’idée que Belfort pourrait « faire renaître » quelque chose à terme, et en tout cas continuer à irriguer le groupe en conservant une fierté du site belfortain dans le domaine ferroviaire ?

Si une « unité d’avenir » persiste sur le site, le Président pourrait alors envisager d’assister à la réinstallation de la motrice 001 sur l’A36 à l’issue de sa rénovation, montrant que l’histoire locale et industrielle de Belfort et de « l’Alstom » continue bien…

Adrien ABECASSIS